Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

144-145 | 2016

Parentés contemporaines

Les deux mères

Familles homoparentales féminines en France

Two Mothers: Families of Homosexual Women in France

Jean-Hugues Déchaux et Mérylis Darius

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/6388>

DOI : 10.4000/jda.6388

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 15 avril 2016

Pagination : 123-146

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Jean-Hugues Déchaux et Mérylis Darius, « Les deux mères », *Journal des anthropologues* [En ligne], 144-145 | 2016, mis en ligne le 15 avril 2018, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/6388> ; DOI : 10.4000/jda.6388

LES DEUX MÈRES

Familles homoparentales féminines en France

Mérylis DARIUS* – Jean-Hugues DÉCHAUX**

Dans la foulée du travail pionnier d'Anne Cadoret (2014) et des études réunies par Jérôme Courduriès et Agnès Fine (2014), cet article se demande si l'homoparentalité féminine transforme le système de parenté des sociétés euraméricaines, et si oui selon quelle amplitude et quelles modalités. À une question aussi vaste, on ne trouvera dans ce qui suit que quelques éléments de réponse, l'enquête empirique se référant à un objet et une population spécifiques : la focale porte sur les familles homoparentales féminines (FHF) et observe leur accès à la parenté. Précisons ces deux points. Les FHF¹ sont des couples de femmes avec enfant né de la volonté du couple, ce qui élimine les FHF formées après recomposition familiale avec enfant né d'une union précédente. L'accès à la parenté recouvre la mise en œuvre du projet parental et les « suites immédiates » de l'arrivée de l'enfant. La séquence temporelle étudiée exclut certains éléments situés en amont, le désir

* – ** Centre Max Weber, UMR 5283, Institut des sciences de l'homme, 69363 Lyon cedex 07

Courriel : merylisdarius@gmail.com

Courriel : Jean-Hugues.Dechaux@univ-lyon2.fr

¹ Le lesbianisme qualifie l'orientation sexuelle des deux femmes et ne dit rien *a priori* de la famille elle-même ou de l'enfant. D'ailleurs bon nombre de FHF enquêtées ne se reconnaissent pas dans l'expression « famille lesbienne » (Gabb, 2004).

d'enfant, et en aval, l'organisation familiale au quotidien : l'enquête s'intéresse aux FHF une fois l'enfant désiré en se demandant comment le désir devient un projet parental à concrétiser ; ni la répartition des rôles au sein du couple, ni le déroulement de l'éducation et de l'enfance ne sont abordés.

Explorer le travail réflexif des FHF

L'option théorique privilégie les choix opérés par les actrices. L'accès des FHF à la parenté est envisagé comme une succession de décisions prises dans un contexte déterminé. Cela suppose de reconstituer le type de réflexivité engagée dans une situation de vide ou de flou normatif. Dans la mesure où, par leur existence même, les FHF interrogent le « modèle de parenté » euraméricain, aucune norme établie ne peut *a priori* leur servir de modèle. On se demandera comment les FHF, contraintes d'élaborer des normes pour elles-mêmes tout en devant faire face à l'hostilité ou l'incompréhension de leur environnement social, « réinterprètent » les principes qui sont au cœur du modèle de parenté euraméricain.

Affinons le raisonnement à partir de quelques notions clés. Selon une perspective inspirée par David M. Schneider (1968), le « modèle de parenté » désigne l'ensemble des principes qui définissent ce qu'est un parent dans une société donnée à un moment donné de son histoire (Déchaux, 2009). Dans l'espace euraméricain, ces principes sont la bilatéralité (deux parents, deux lignées), le biologisme (présumés géniteurs de l'enfant, les parents sont de sexes différents) et l'exclusivité (deux parents, pas un de plus). La « réinterprétation » est « le processus par lequel d'anciennes significations sont attribuées à des éléments nouveaux ou par lequel de nouvelles valeurs changent la signification culturelle de formes anciennes » (Herskovits, 1967 : 248). La notion, initialement conçue pour analyser les phénomènes d'acculturation, qualifie le travail réflexif engagé par des acteurs lorsqu'ils sont confrontés à une situation majoritaire ou dominante avec laquelle ils cherchent à composer sans toutefois renoncer à leurs pratiques ou à leurs valeurs. Le concept d'« institution incomplète » (Cherlin, 1978)

permet de faire la jonction entre les deux considérations précédentes². Partant du constat de l'absence de règles établies, voir les FHF comme des institutions incomplètes revient à observer par quels procédés les actrices parviennent à inventer des places, des rites, des termes, etc., bref à construire de la parenté, et réinterprètent pour ce faire les principes qui sont à la base du modèle de parenté euraméricain.

Terrain et méthode

Le matériau empirique, recueilli en 2013-2014, est composé de sept monographies de FHF avec enfant(s) vivant dans le quart Sud-Est de la France : chaque famille a un enfant, à l'exception de l'une d'elles qui en a deux. Ces huit enfants (toutes des filles), âgés de 3 mois à 10 ans, sont tous des enfants du couple³. Les sept couples ont fait le choix de la conception (« médicalement assistée » pour cinq d'entre eux, « artisanale⁴ » pour les deux autres) plutôt que de l'adoption. Cinq couples sont mariés, un autre envisage de se marier et le dernier a conclu un pacs⁵.

Cinq des sept FHF ont été rencontrées par l'intermédiaire de l'antenne Rhône-Alpes de l'Association des parents gays et lesbiens (APGL). L'enquête a été conduite par entretiens, effectués par Mérylis Darius, à l'occasion d'un mémoire de master 1 en

² Le concept a été forgé par Andrew Cherlin pour étudier les familles recomposées dans les années 1970 aux États-Unis. Cette perspective d'analyse est présente chez Hequembourg (2004) mais l'échantillon comprend une majorité de FHF formées suite à une recomposition familiale.

³ Il n'y a aucun cas de recomposition familiale homoparentale.

⁴ On appelle « insémination artisanale » une technique de procréation artificielle (donc sans rapport sexuel) sans intervention médicale : elle consiste à injecter du sperme frais à l'aide d'une seringue au fond du vagin au moment de l'ovulation.

⁵ Un tableau récapitulatif des 7 FHF rencontrées, numérotées de 1 à 7, figure en annexe. En l'application de la règle de l'anonymisation, tous les noms ont été modifiés.

anthropologie et en image numérique⁶. Vingt-et-un entretiens ont été réalisés, d'abord en couple, puis en situation individuelle avec la « mère de naissance » et la « mère sociale »⁷. Le projet parental, son élaboration et sa concrétisation sont les principaux thèmes abordés. S'ajoutent la prise de conscience de l'homosexualité, la mise en couple, le rapport au mariage, les problèmes d'appellation dans la famille et dans ses rapports avec l'extérieur, les relations avec l'entourage et les institutions.

Le dispositif d'investigation, proche d'une « anthropologie partagée » (Jean Rouch), repose sur l'implication des enquêtées. L'enquête visait à concevoir de manière collaborative un livre numérique illustré pour enfants (de 3 à 6 ans) sur la thématique de l'homoparentalité féminine. La réalisation de ce livre a nécessité la collaboration des personnes rencontrées afin de discuter et de valider les choix éditoriaux et esthétiques. Différentes versions du livre ont donc été montrées et mises en débat⁸. Cette démarche interactive présente des avantages et des inconvénients. Sa qualité principale est que le dispositif collaboratif est pourvoyeur d'informations : parler du livre permet aux FHF de revenir sur leur propre histoire d'une manière informelle et concrète qui complète utilement les éléments recueillis par entretiens. L'inconvénient est qu'il crée un *a priori* favorable dans la relation avec l'enquêtrice qui en fait une sorte d'alliée pour les FHF dans leur quête de légitimité,

⁶ Mérllys Darius, *Devenir parent en étant de même sexe : le cas des familles homoparentales féminines. Un éclairage à partir de sept monographies de familles en France*, Université Lumière Lyon 2, sous la direction de J.-H. Déchaux, septembre 2014.

⁷ On parlera de « mère de naissance » pour la génitrice et de « mère sociale » pour celle qui n'a pas enfanté. Sans être parfaits, ces termes sont préférables à ceux de « mère biologique » et de « mère non statutaire », le premier reposant sur une conception objectiviste de la biologie qui interdit de voir en celle-ci un idiome, le second se focalisant sur le seul aspect juridique du statut ou postulant ce qu'il s'agit d'établir empiriquement sur un plan sociologique.

⁸ La version finale du livre numérique a été remise aux sept FHF rencontrées.

ce qui peut conduire à taire les problèmes. Cette difficulté est en partie contournée par le caractère répété des rencontres et le climat de familiarité qui s'établit peu à peu.

Faire le choix de la conception : un projet conjugal

Dans chaque FHF, le projet parental prend une forte dimension conjugale. Il apparaît comme le fruit mûrement réfléchi de la vie commune. Le fait d'élaborer dès le départ ce projet à deux est décisif. Le seul contre-exemple est fourni par Pauline (FHF 5) qui, avant de s'établir en couple avec Juliette, a vécu plusieurs années avec une femme rencontrée alors qu'elle entamait une démarche d'adoption. Pauline s'est ralliée à ce projet qui s'est conclu par l'adoption de deux enfants. Lorsque les deux femmes se séparent sept ans plus tard, Pauline perd toute relation avec les enfants dont elle s'était beaucoup occupée, ce qu'elle a très mal vécu.

La maturation conjugale du projet parental, soulignée par d'autres enquêtes (Dunne, 2000 ; Descoutures, 2010), s'explique par l'écart à la norme dominante. Alors qu'au regard du biologisme (i.e. les parents, géniteurs de l'enfant, sont de sexes différents) le statut de la mère sociale est affaibli, l'engagement conjugal dans le projet vaut égalité des deux mères. Comme dans tout couple, le désir d'enfant est un processus relationnel, mais pour les FHF il débouche plus nettement sur « l'élaboration conjugale d'une norme commune » (Descoutures, *op. cit.* : 94). De cette manière, la mère sociale se pose à parité de la mère de naissance et « performe la procréation » à travers un discours du projet parental à vocation clairement conjugale (Hayden, 1995). Insister sur la dimension conjugale vise à établir une équivalence entre « être mère par intention » et « être mère par procréation ».

Les sept FHF ont fait le choix de la conception au détriment de l'adoption, ce qui n'était pas au départ un critère de sélection de l'échantillon. La justification de ce choix met en avant quatre raisons. Les deux premières sont un emprunt au biologisme et déprécient l'adoption : un « vrai » enfant c'est celui qu'on porte dans son corps ; les neuf mois de grossesse sont vus comme un

temps de maturation « naturel » qui s'oppose au temps incertain et erratique de l'adoption qui s'étale sur plusieurs années et, souvent, se précipite brutalement en quelques semaines :

Du coup, je me suis fait aussi une représentation de l'adoption comme étant quelque chose de pas simple à vivre et que finalement la nature ne faisait pas mal les choses en prévoyant ces neuf mois, cette espèce de sas où on voit les choses évoluer, où on se projette (Mathilde, FHF 1).

La troisième raison oppose conception et adoption sur un plan affectif et moral : l'adoption évoque l'abandon et la souffrance qui ont marqué la vie de l'enfant avant son arrivée ; le don de sperme rendant possible la conception est perçu au contraire comme un « acte généreux ».

Moi je ne voulais pas du tout m'engager dans l'adoption parce que c'est vrai que l'adoption ça voulait dire qu'il y avait un avant don. Quelque part je voulais que mes filles aient dans la tête qu'elles ont une histoire issue d'un don, c'est-à-dire quelque chose de généreux. Quelqu'un a bien voulu donner son sperme pour qu'elles soient conçues (Marianne, FHF 4).

Enfin, le choix de la conception est une manière d'avoir un enfant sans devoir mentir ou se cacher ; le projet peut mûrir à deux sans qu'il soit nécessaire de le présenter comme une démarche individuelle aux seules fins d'obtenir l'agrément. En ce sens, le choix de la conception est corrélé à l'orientation conjugale du projet parental.

Dans les FHF, être mère de naissance n'est pas une donnée naturelle mais le résultat d'un choix. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, ce choix n'a rien de cornélien. Dans six des sept FHF, il est relaté comme une décision évidente qui découle du désir d'être enceinte, ressenti par l'une et non par l'autre. Dans le dernier cas où les deux femmes désiraient être enceintes, c'est l'âge qui a décidé laquelle serait la mère de naissance⁹. Cette façon de présenter

⁹ C'est la plus âgée, Halima (FHF 6, 30 ans à la naissance de l'enfant), qui est mère de naissance. Il est prévu que le deuxième enfant soit enfanté par Julie, plus jeune de deux ans.

les choses, en gommant les aspérités qui pourraient exister¹⁰, est en plein accord avec la dimension conjugale affirmée du projet parental. En revanche, le choix de la mère de naissance peut avoir des implications sur le choix du donneur. Lorsque le couple décide de recourir à un donneur connu, la mère sociale sera peut-être plus attentive aux caractéristiques biogénétiques du donneur : n'ayant pas la légitimité du ventre, il lui faut celle de la ressemblance. Ainsi Juliette, mère de naissance, se dit indifférente aux caractéristiques du donneur, alors que Pauline, mère sociale, y accorde une grande importance.

On est plutôt brunes et châains et au Danemark [où se rend le couple pour la PMA (procréation médicalement assistée)] il n'y en a pas beaucoup qui étaient « brown hair » donc on a pris plutôt un « cheveux foncés », plutôt grand parce qu'on est grandes, et puis voilà, je l'ai pris grand et mince (Pauline, FHF 5).

La biologie serait alors utilisée comme un symbole pour consolider le lien entre la mère sociale et l'enfant en rétablissant l'égalité entre les deux mères (Hayden, *op. cit.*). Caroline Jones (2005) parle d'un moyen pour la mère sociale de « simuler » un lien biogénétique entre elle (et par extension sa lignée) et l'enfant. Dans le cas de Pauline, c'est la ressemblance avec les deux mères qui compte, on ne peut donc suivre Hayden et Jones jusqu'au bout.

La préférence pour la bilatéralité

L'une des premières décisions à prendre après le choix de la conception concerne l'arbitrage entre don de sperme et « coparentage¹¹ ». Sur les sept FHF, une seule a opté pour le coparentage : Éva et Caroline ont conçu un enfant avec Christophe,

¹⁰ Descoutures (*op. cit.*), qui parle peu de la décision relative à « qui va porter l'enfant », relève cependant des frustrations, tensions et souffrances en raison du déséquilibre que cela crée dans le couple.

¹¹ Pour des raisons de clarté, le terme « coparentage » est préféré à celui de « coparentalité » qui désigne le principe du maintien du couple parental après divorce ou séparation, principe qui inspire la jurisprudence en matière de divorce et de contentieux post-divorce.

homosexuel. Tous trois se sont accordés pour que Christophe reconnaisse l'enfant à sa naissance. L'enfant, une fille âgée de 7 ans au moment de l'enquête, est donc lié à trois figures parentales : Eva, sa mère légale et biologique, Caroline, sa mère sociale et Christophe, son père légal et biologique. Aujourd'hui Christophe, qui fut choisi par le couple pour ses qualités potentielles de père, est présent auprès de sa fille même s'il ne partage pas la vie quotidienne avec elle. Éva justifie le choix du coparentage par l'impérieuse nécessité de donner un père à l'enfant, un homme qui puisse s'impliquer dans son éducation :

Avant que je rencontre Caroline, je n'arrivais pas à me dire : « un enfant sans père », ce n'était pas possible. Parce que je pense que pour moi, ça a eu de l'importance, l'homme pour moi a de l'importance, pas dans la vie intime, mais dans tous les jours, oui ça a de l'importance. Et j'avais peur aussi de la souffrance de l'enfant de ne pas avoir de père, voilà (Éva, FHF 2).

Le coparentage prend sens au regard de l'enfant en rapport aux questions de la place du père et de l'accès aux origines. Mais ces questions, délicates, entrent en tension avec la volonté du couple de se définir comme un couple parental. Le coparentage ouvre en effet la porte à une éventuelle intronisation du géniteur-père. Aussi Eva et Caroline ont-elles tenu à ce que Christophe soit le père légal de l'enfant tout en exigeant qu'il ne partage pas leur vie quotidienne. Elles voient en lui le géniteur connu et l'éducateur de leur fille. Satisfaisant pour les protagonistes, l'équilibre trouvé est cependant fragile : Christophe a pour lui ses droits de père alors que Caroline n'est qu'une mère sociale sans les droits juridiques du parent.

C'est pour éviter cette « concurrence structurelle » entre le géniteur-père et la mère sociale (Courduriès & Fine, 2014) que les FHF font généralement le choix du don de sperme. Le recours à la PMA hétérologue (IAD [insémination artificielle avec don de sperme] le plus souvent) est pour les couples une manière de protéger la bilatéralité de la parenté et de rendre plus aisée la

reconnaissance de la mère sociale¹². Dès lors que le projet d'enfant est construit comme un projet conjugal, l'IAD paraît la solution la plus sûre. Le recours à l'insémination « artisanale » sans coparentage est toutefois possible. Une FHF a fait ce choix : Halima et Julie (FHF 6) ont eu recours au service d'Elias qui a accepté de ne pas être le père de l'enfant mais uniquement son géniteur connu¹³. Il n'a pas reconnu l'enfant et ne participe pas à son éducation. Cette formule a été pensée comme une manière de sauvegarder la bilatéralité tout en rendant possible pour l'enfant, si nécessaire, l'accès à l'identité de son géniteur. Si l'insémination « artisanale » est avantageuse sur un plan économique, facile à réaliser avec les conseils d'un médecin (ou d'informations trouvées sur internet), même sans coparentage elle ne règle pas la question de la place du géniteur qui peut être présent au quotidien contre la volonté des deux femmes. C'est pourquoi l'IAD est préférée. Elle protège plus efficacement l'autonomie parentale du couple de femmes, ce que confirme l'enquête de Virginie Descoutures (*op. cit.*).

Le don de sperme, « médicalisé » ou « artisanal », donne lieu à une insémination artificielle. Pour celles qui choisissent l'insémination « artisanale », il ne saurait être question d'avoir un rapport sexuel avec l'homme qui accepte d'être le géniteur de l'enfant¹⁴. Eva et Caroline écartent d'emblée cette éventualité comme une chose « impensable ». Dissocier insémination et relation sexuelle est conforme à la volonté de tenir le géniteur à l'écart du couple. Cela s'accompagne parfois d'une insémination par la compagne :

¹² Aucun couple n'a fait le choix de la formule, théoriquement possible, du don d'ovocyte de la mère sociale à la mère de naissance ce qui est une manière de rétablir une sorte de parité entre les deux femmes sur un plan biologique.

¹³ Si tel est le souhait de l'enfant plus tard.

¹⁴ Ce refus du rapport sexuel n'est pas systématique. Desjeux (2008) et Descoutures (*op. cit.*) comptent plusieurs cas d'insémination avec rapport sexuel.

Le fait de s'inséminer toute seule, l'autre n'existe pas quoi, enfin il n'y a plus d'acte amoureux. Le père potentiel qui donne sa graine, et si en plus il n'y a pas d'acte amoureux... Nous, on tenait à ce qu'il y ait une relation amoureuse et sexuelle, voilà. Ce qui ne veut pas dire que notre enfant, il est le fruit de notre amour (Caroline, FHF 2).

Ce type d'insémination est aussi proposé par certaines cliniques. Deux couples ayant eu recours à l'IAD, l'un au Danemark (FHF 5), l'autre en Espagne (FHF 3), ont fait ce choix. On peut estimer que l'insémination par la compagne est un procédé consistant à manipuler l'idiome culturel de la biologie (Hayden, *op. cit.*) : « Singer la nature » en transformant l'acte d'insémination en une conception intime, conçue comme une « relation amoureuse et sexuelle » entre les deux femmes, répond à la nécessité de rectifier l'inégalité structurelle entre la future mère de naissance et la future mère sociale. Le biologisme est réinterprété ou reformulé de manière à créer sur un plan figuratif une connexion corporelle là où elle est absente et donc à faire des deux mères un couple parental « comme un autre ».

Recourir à un don dans le cadre de la PMA est un choix coûteux et éprouvant. Séverine et Louise (FHF 7) ont fait huit tentatives d'insémination avant qu'une fille naisse à la suite d'une FIVD ; Stéphanie et Aurélie (FHF 3) ont fait quatre tentatives et ont dépensé 8 000 euros. Il faut constituer un gros dossier médical avec de nombreux examens, ce qui nécessite de s'entendre avec un gynécologue ou un médecin acceptant d'aider le couple à contourner la loi française qui interdit le recours à la PMA pour les couples de même sexe. Au cours de cette période difficile, le caractère illégal des décisions obligeant à une certaine discrétion, il importe de trouver les bons alliés. Outre le choix du médecin, le rôle des associations et des forums sur internet est précieux et vient compenser l'absence de soutien des proches, parents surtout, souvent hostiles et, pour cette raison, tenus à l'écart.

Donneur anonyme ou donneur connu ?

Après avoir décidé de recourir au don de sperme dans un cadre médicalisé plutôt qu'à une insémination « artisanale » avec ou sans

coparentage, un autre choix se présente : faut-il opter pour un donneur anonyme ou un donneur connu ? C'est une décision importante qui détermine en partie le choix du pays et de la clinique où se rendre pour l'IAD. Parmi les cinq FHF qui ont fait le choix de l'IAD, trois ont opté pour le don anonyme et deux pour le don « ouvert »¹⁵. Le critère décisif concerne la question de l'accès aux origines. Toutes les FHF tiennent à sauvegarder le caractère conjugal de leur projet parental : elles sont attachées à la bilatéralité mais certaines concilient l'option bilatérale avec l'accès possible à l'identité du donneur dans l'intérêt de l'enfant. Dans les années 2000, l'accès aux origines était un facteur déterminant dans le choix du coparentage (Descoutures, *op. cit.*). La question de la levée de l'anonymat du don de gamète n'était pas encore posée comme elle le sera au début de la décennie suivante lors du débat public sur la révision des lois bioéthiques (Mehl, 2011). Aujourd'hui, les couples qui veulent un accès aux origines savent qu'ils ont la possibilité de recourir à un donneur connu dans certains pays étrangers. Un discours normatif d'inspiration psychologique selon lequel on ne peut se construire comme sujet sans inscrire son existence dans un récit des origines s'est largement diffusé. Pour les FHF la question ne peut être éludée.

Les FHF font le choix du don anonyme ou connu selon qu'elles adhèrent à une vision stricte ou ouverte de la bilatéralité. Opter pour le don anonyme, c'est voir le géniteur comme un matériau génétique plutôt qu'une personne s'ajoutant, ne serait-ce que symboliquement ou nominalement, au couple parental. Le tiers donneur figure ici comme une menace potentielle. Le maintenir dans l'anonymat est un moyen de protéger la bilatéralité et la place de parent de la mère sociale.

¹⁵ Le don « ouvert » est une formule proposée par la clinique danoise : la levée de l'anonymat est possible si le donneur y consent et si telle est la volonté de l'enfant majeur. Sont transmis le profil biogénétique du donneur et, si celui-ci donne son accord, d'autres informations relatives à la vie sociale et familiale.

Non, c'est-à-dire qu'on n'a pas fait l'insémination avec donneur connu, on aurait pu le faire, chose qu'on n'a pas faite, parce qu'on ne voulait pas de troisième personne dans l'affaire, dans le sens où cette personne aurait pu devenir un parent. Parce que ça arrive aussi que des géniteurs, dans les cas de donneurs connus, veuillent reconnaître leur paternité. Donc c'était plutôt ça qui nous tracassait dans l'affaire (Marianne, FHF 4).

Au contraire, opter pour la formule du donneur connu, c'est donner une place et une identité à un individu sans le concours duquel le projet parental n'aurait pu se concrétiser. Cependant cette reconnaissance ne va pas jusqu'à inclure le géniteur dans la parenté.

Après, bien sûr que cet homme-là on lui doit beaucoup. Évidemment. Mais après, c'est notre famille et il ne fait pas partie de notre famille. Il a contribué à construire notre famille, mais ce n'est pas un membre de notre famille au sens strict, voilà. Je pense que pour lui, enfin j'ose espérer, que c'est la même chose (Pauline, FHF 5).

La bilatéralité est sauve¹⁶ mais se double d'un acte de reconnaissance qui donne sens au don en signifiant qu'il est reçu et apprécié comme tel et en permettant à l'enfant, à sa majorité, l'accès à des informations identifiantes, s'il en ressent le besoin.

On ne lui en a pas parlé, elle est trop petite pour ça, et puis on ne lui en parlera pas si on voit qu'elle n'a pas de demande. Mais si on voit qu'à l'adolescence elle nous fait une crise de souffrance, qu'elle nous le jette à la figure et qu'elle nous dit « mais moi je ne connais pas mon père »... on ne sait pas c'est important à l'adolescence. Si c'est important pour elle, on pourra lui dire à ses 18 ans qu'il y a une petite boîte avec une enveloppe pour elle, voilà « à toi de jouer » (Pauline, FHF 5).

Certaines cliniques à l'étranger défendent une politique du don « ouvert » tout en laissant aux couples le choix d'y recourir ou non. Elles se démarquent des établissements concurrents en occupant un créneau spécifique dans ce qui est devenu un marché globalisé des gamètes. Les deux FHF qui ont opté pour un donneur connu se sont

¹⁶ Du moins en théorie. Pauline voudrait être certaine que sa vision du donneur est partagée par le donneur lui-même. La nuance introduite (« enfin j'ose espérer ») suggère que le sentiment de menace n'a pas tout à fait disparu.

rendues dans la même clinique danoise qui propose une liste de donneurs « ouverts » et met à disposition des « clients » de nombreux critères de tri des gamètes masculins : couleur de la peau et des yeux, taille et corpulence, niveau scolaire, profession et, pour certains, professions des parents, nombre de frères et sœurs, photos, enregistrement vocal, etc. Les parents sont donc en mesure de choisir assez précisément les caractéristiques biologiques et sociales du donneur. Cette offre joue sur l'idée que par les gènes se transmettent des qualités et des défauts, de la ressemblance. L'idiome biologique est réinterprété dans le sens d'une autonomisation de la substance biogénétique laissant aux couples la possibilité de choisir celle qui convient le mieux à leurs attentes.

L'un des deux couples a pris soin, à l'initiative de la future mère sociale, de sélectionner les caractéristiques biogénétiques du donneur de sorte qu'il ressemble aux deux femmes (FHF 5, voir *supra*), alors que pour l'autre (FHF 1) c'est le fait d'avoir accès à l'identité du donneur qui a été décisif non le choix de son profil biogénétique. La politique du don « ouvert » donne ainsi lieu à deux stratégies familiales. L'une reformule l'idiome biologique pour fabriquer de la parenté à partir de connexions biologiques réelles et figuratives entre le couple parental et l'enfant ; l'autre tourne le dos à l'idéologie du sang et des gènes pour valoriser la personne du donneur plutôt que la substance biologique.

Ces choix supposent un rapport très réfléchi à la parenté qui puisse anticiper les effets attendus des différents scénarios. Par exemple, faut-il ou non le même donneur connu lorsque plusieurs naissances sont programmées ? Juliette et Pauline, qui n'ont pour le moment qu'une fille de 2 ans, ont décidé de ne pas choisir le même donneur si elles optent pour un deuxième enfant. Les raisons invoquées obligent à peser les avantages (un géniteur identique renforce la germanité) et les inconvénients (l'enfant peut apprendre par son aîné qui est son géniteur à un moment de son histoire qui n'est pas forcément opportun).

Parce que chaque enfant a son histoire, parce que quand Laetitia (leur fille) aurait eu 18 ans, elle aurait eu son petit frère ou sa petite sœur

avec la langue pendue comme ça « alors c'est qui mon donneur ? » si ça avait été le même (Pauline, FHF 5).

Faut attendre ta majorité pour savoir, mais si l'aîné a 18 ans et que l'autre il en a 12, l'autre à 12 ans il a l'information alors qu'il n'est peut-être pas prêt à la recevoir. Peut-être qu'il ne veut pas la recevoir. Du coup, l'idée c'était que chacun ait le choix (Juliette, FHF 5).

Le rapport au mariage et à la parentèle

Cinq couples sur sept sont mariés, l'un envisage le mariage et le dernier est pacsé. Aucune FHF n'est en union libre alors que tous les couples vivaient en cohabitation avant d'avoir un enfant. Un tel rapport légitimiste à l'institution du mariage peut surprendre de la part de personnes qui ont fait le choix de s'écarter du modèle de parenté dominant dont le mariage demeure, dans une certaine mesure, le pivot. Il exprime moins une conviction qu'il n'est la manifestation d'une stratégie visant à renforcer la dimension bilatérale de la parenté. Se marier n'est pas une fin en soi mais un moyen, par le biais de l'adoption qu'il rend possible depuis la loi de 2013, de reconnaître pleinement la place de parent de la mère sociale. Le mariage est aussi un élément de protection à l'égard du géniteur en cas d'insémination « artisanale » sans coparentage¹⁷. L'institution matrimoniale est donc instrumentalisée à des fins de protection juridique : celle de l'enfant et celle de la mère sociale qui, par l'adoption de l'enfant de sa conjointe, peut devenir la mère légale de l'enfant. La présomption de « parenté » au bénéfice de la mère sociale ne jouant pas au sein du couple marié de même sexe, l'acte de reconnaissance par la mère sociale n'étant pas possible non plus, l'adoption de l'enfant de la conjointe est l'unique solution pour obtenir la légalisation du lien de filiation entre l'enfant et la mère sociale. Cinq FHF ont engagé une telle procédure d'adoption, la sixième le fera une fois le couple marié. Seules Eva et Caroline (FHF 2) ne l'ont pas fait car elles ont opté pour le coparentage avec reconnaissance de l'enfant par le père (Christophe) : Eva et

¹⁷ Rien n'interdit au géniteur de reconnaître l'enfant même s'il est engagé de manière informelle avec le couple de femmes à ne pas le faire.

Christophe sont mère et père, Caroline étant écartée en vertu du principe de la bilatéralité exclusive (deux parents, pas un de plus).

Le mariage est la condition nécessaire pour obtenir la légalisation de la parenté bilatérale à défaut d'être toujours suffisante. En effet, même en cas de mariage, l'adoption de l'enfant par la mère sociale n'est pas assurée, notamment lorsque celui-ci est né à la suite d'une IAD effectuée à l'étranger. L'exil procréatif du couple revenant à contourner la loi française, certains procureurs s'opposent à délivrer des agréments. Le dossier d'agrément doit donc être établi avec soin, sa rédaction devenant un casse-tête : faut-il ou non dire que l'enfant a été conçu à l'étranger ? Certaines joignent des photos et des témoignages d'amis et de parents. À nouveau l'incertitude normative oblige les FHF à faire preuve d'une grande réflexivité. Rien ne peut être laissé au hasard.

Dans sa volonté de protection, notamment juridique, le rapport au mariage peut être qualifié de « stratégie de normalisation » (Hequembourg, *op. cit.*). Se marier permet au couple parental d'être reconnu comme tel, en protégeant ses droits contre les périls qui pourraient venir du géniteur¹⁸ et en rectifiant l'asymétrie légale entre mère de naissance et mère sociale. L'institution matrimoniale est réinterprétée dans un sens visant à garantir l'intégrité du couple parental. Ces stratégies ont une forte visée égalitariste : elles cherchent à rétablir la parité entre les deux mères, à promouvoir une maternité égalitaire. On voit combien de l'ancien et du neuf se côtoient dans l'élaboration normative des FHF. Le recours au tiers, indispensable pour concevoir l'enfant, s'accompagne du mouvement contraire, celui d'une bilatéralité revendiquée, conduisant à faire usage d'une institution familiale parmi les plus traditionnelles¹⁹ du modèle de parenté euraméricain.

¹⁸ Cf. note précédente.

¹⁹ Jusqu'à ces dernières décennies, le mariage, fondé sur « le principe de la complémentarité hiérarchique des sexes », était au cœur de « l'ordre matrimonial » du couple, de la famille et de la sexualité (Théry & Leroyer, 2014).

La reconnaissance sociale passe aussi par les relations avec la parentèle qui connaissent clairement deux périodes : avant et après la naissance de l'enfant. Au cours de la première phase, elles sont généralement mauvaises (avec les père et mère surtout²⁰) et contrastent avec la joie qui accompagne d'ordinaire une naissance à venir. Des tensions se font jour au moment de l'annonce du projet parental qui coïncide souvent avec la grossesse de la mère biologique de manière à retarder les risques de conflit. La grossesse explicite alors l'orientation sexuelle qui, jusque-là, restait dissimulée ou secrète.

Je lui [le père de Stéphanie] ai dit que j'étais enceinte et il me dit : « Il n'y a pas de papa ? » Je lui dis « non » et il me répondit : « Mais quand même tu aurais pu attendre de trouver un père pour le faire ». Et je lui dis : « Tu es à côté de la plaque, complet. Il n'y aura jamais de père pour Gaëlle [la fille de Stéphanie et Aurélie] parce que je n'aurai jamais d'homme dans ma vie ». Voilà ça s'est arrêté là. « Après, tu comprends, tu ne comprends pas, tu fais ce que tu veux mais je t'ai donné suffisamment de choses pour que tu comprennes ». Et lui, il a compris de suite parce que c'est là que les relations avec Aurélie se sont un peu tendues, pendant quelque temps il a été un peu plus froid (Stéphanie, FHF 3).

Puis dans un second temps, l'arrivée de l'enfant a un effet d'apaisement : elle officialise et légitime l'union homosexuelle tout en la mettant au second plan. Les père et mère des deux femmes se réjouissent de devenir grands-parents et l'annoncent à leurs amis, attitude qui rompt avec l'embarras et le silence de la période précédente :

Puis alors je te dis pas, pour ses amis il n'a dit à personne que j'étais enceinte. Donc, quand il l'a annoncé, forcément, trop heureux parce qu'il était grand-père, et les gens lui ont dit : « Mais on ne savait pas qu'elle était enceinte ! » Alors il disait : « Oui, mais bon, vu qu'elle n'a pas de papa, on ne l'a pas fait savoir » (Stéphanie, FHF 3).

²⁰ L'attitude des germains ne diffère pas notablement de celle de père et mère. Ils ne sont pas des alliés comme peuvent l'être certains amis, les associations ou les forums sur internet qui fournissent informations et conseils.

Cette normalisation familiale se traduit par la participation aux rituels d'intégration à la parentèle : invitations, cadeaux, repas, fêtes d'anniversaire et de fin d'année. Cet effet est relevé par plusieurs études, tant pour les FHF (Dunne, *op. cit.* ; Descoutures, *op. cit.*) que pour les FHM²¹ (Gross, 2014). L'arrivée de l'enfant semble ainsi « réparer » les relations avec les père et mère (Dunne, *op. cit.* : 17), ce qui donne plutôt raison à Ellen Lewin (1993), pour qui l'homoparentalité féminine produit très peu de ruptures familiales, qu'à Kath Weston (1991) qui insiste au contraire sur la substitution des relations de parenté par les relations amicales et affinitaires. Notons que les « grands-parents sociaux » (i.e. les père et mère de la mère sociale) considèrent les petits-enfants comme les leurs, même en l'absence de lien biologique, constat qui ne fait pas l'objet d'un accord unanime dans les recherches. En revanche, la condition pour que les membres de la parentèle soient impliqués dans la vie de la FHF est qu'ils ne fassent aucune différence entre liens du sang et liens sociaux.

La construction nominale d'une double maternité

En matière de parenté, les mots utilisés pour se désigner ont un pouvoir performatif : la place et le lien se construisent en se nommant. Le choix des mots, qui porte sur les termes d'adresse et le nom de famille donné à l'enfant, est un enjeu crucial dans les FHF.

Comment l'enfant doit-il nommer les deux mères ? Deux FHF (FHF 2 et 3) distinguent mère de naissance et mère sociale par des termes d'adresse empruntés au lexique de la parenté ou qui en dérivent. Trois (FHF 4, 6 et 7) ne font pas de différence. Un autre couple (FHF 5) distingue aussi les deux places de mère mais sans recourir au lexique de la parenté. Le dernier (FHF 1) n'a pas encore décidé, l'enfant venant de naître. Ces choix n'ont aucun rapport avec le mode de conception de l'enfant.

Dans les trois FHF refusant de distinguer, l'emploi de « maman » suivi du prénom a été retenu pour les deux mères.

²¹ FHM : famille homoparentale masculine.

Juliette et Pauline (FHF 5) ont abandonné cette solution initiale pour l'emploi de deux termes utilisés de fait par leur propre fille²² : « Ma Ju » pour Juliette et « pacou » pour Pauline. La justification avancée par ces quatre FHF touche à la définition de la maternité : poser une distinction en réservant l'emploi de « maman » à une seule des deux mères (en l'occurrence la mère de naissance) reviendrait à établir une hiérarchie. Le refus de la distinction traduit une conviction égalitaire et fait exister nominalement la double maternité :

C'est toujours dans cette idée de dire que le plus important c'est ce qui se passe dans la relation entre les adultes qui sont là au début du projet, qui ont un désir d'enfant à deux, qui sont là à leur naissance et qui sont là ensuite dans le quotidien. Voilà, pour moi c'est des parents et donc j'ai toujours essayé de transmettre, à mes enfants [deux filles] bien sûr, mais aussi à mon entourage, qu'on était à égalité en tant que parents (Marianne, FHF 4).

Pour les deux FHF qui ont fait le choix de la distinction, il s'agit de ne pas confondre parent biologique et parent social, reconnaître donc l'importance du fondement biologique de la parenté.

On n'a qu'une mère, on ne sort que d'un ventre (Eva, FHF 2).

Néanmoins, cette volonté de distinguer les places ne remet pas en cause le fait que les deux femmes se considèrent mère à part entière. On peut parler d'un différentialisme égalitaire. Cette aspiration à conjuguer différence et égalité se retrouve dans le choix du terme servant à désigner la mère sociale. Dans un cas, le terme retenu est « ama » (FHF 2) ; dans l'autre, c'est « mamou » (FHF 3) : deux termes d'adresse présentant une grande proximité phonétique avec « maman » et qui en sont en quelque sorte dérivés. On ne peut opposer sommairement distinction nominale et refus de la distinction tant la conviction égalitaire est présente dans les deux situations. La différence réside dans le statut de la composante

²² Les termes retenus sont propres à chacune et se doublent dans l'espace public de l'emploi de « maman » et éventuellement de « maman X » et « maman Y ». Les termes peuvent ainsi varier selon les situations et leur choix évoluer sous l'effet de l'expérience.

biologique du lien qui, selon l'option retenue, a ou non une traduction nominale.

Le nom de famille ouvre une autre possibilité de choix. Depuis les lois de 2002 et 2003, c'est un droit pour tous les couples même si la tradition patrinominale conduit le plus souvent à ne pas l'envisager. Pour les FHF, la question « quel nom de famille portera l'enfant ? » n'a pas de réponse évidente. Aucune procédure d'adoption n'ayant encore abouti, le choix ne concerne pour le moment que le nom d'usage, l'enfant portant légalement le nom de sa mère de naissance. Le double nom associant les noms de famille des deux mères est la formule retenue par six FHF. L'usage du trait d'union entre les deux noms les transforme, dans l'esprit des deux mères, en un seul nom composé que l'enfant sera obligé de garder. L'utilisation du trait d'union renforce ainsi la bilatéralité en rendant plus malaisé l'usage d'un seul nom. Quant à l'ordre des noms, il ne s'établit pas au hasard : en premier figure toujours le nom de famille de la mère de naissance suivi de celui de la mère sociale. Seules font exception Halima et Julie (FHF 6) qui ont choisi le nom de famille de Julie, Halima étant en rupture avec sa propre famille²³. Ce dernier cas suggère que le choix du nom répond aussi à des enjeux de lignée et non simplement à l'inscription nominale de l'enfant par rapport à ses deux mères. Le privilège nominal de la mère de naissance (qui est aussi la seule mère légale tant que l'adoption n'est pas prononcée) est conforme à ce que Almack (2005) relève en Angleterre. Sans doute est-ce une manière de composer avec les normes du modèle de parenté euraméricain sans renoncer à faire exister nominalelement le couple parental à travers le nom donné à l'enfant.

Le laboratoire des FHF : entre accommodement et invention

Revenons, pour finir, à notre interrogation de départ : dans quelle mesure les FHF transforment-elles la parenté euraméricaine ?

Première conclusion : elles ne bouleversent pas les trois principes de base du modèle de parenté euraméricain. Les FHF sont très

²³ Halima a elle aussi adopté le nom de Julie comme nom d'usage.

attachées à la bilatéralité. Le projet parental prend une forte dimension conjugale ; le don de sperme est préféré au coparentage ; le mariage est utilisé comme une stratégie de protection du couple parental ; les choix nominaux cherchent à faire exister le couple comme une entité parentale à part entière. L'exclusivité est reconduite, même si elle est atténuée par la reconnaissance du donneur lorsque le couple fait le choix du don « ouvert ». Enfin le biologisme est revisité, réinterprété, plutôt que récusé.

Deuxième point : les FHF mettent en œuvre une parenté réflexive. Leur accès à la parenté consiste en une suite de décisions, aux réponses toujours incertaines, qui ne peuvent s'appuyer sur aucun précédent. Devenir une FHF suppose donc un intense travail réflexif : s'informer, se faire conseiller, peser le pour et le contre, anticiper. L'absence de modèle mobilisable s'accompagne de prise de risque, d'une démarche quasi expérimentale qui peut conduire à corriger des décisions antérieures. En ce sens, les FHF sont à l'avant-garde d'un mouvement de « laïcisation » de la parenté (Déchaux, 2015) par lequel les normes de parenté perdent leur extériorité et cessent d'être indisponibles à la volonté humaine.

La dimension créative des FHF est le troisième élément. Contrairement à ce que pourrait suggérer une vision trop exclusivement inspirée par l'hypothèse d'une domination hétéronormative, les FHF sont des « institutions incomplètes » qui ne cessent de jouer avec les normes établies. Elles revisitent les institutions comme le mariage ou le nom de famille, reformulent l'idéologie du sang dont elles font un usage figuratif. Bref, elles sont engagées, de manière contrainte mais aussi inventive, dans un processus de réinterprétation qui les amène à faire du neuf avec de l'ancien et réciproquement. En s'efforçant de réduire l'écart par rapport aux normes établies et de faire reconnaître une double maternité, elles créent un nouvel « idiome relationnel » (Strathern, 2014). Leur travail d'élaboration normative vise à corriger l'inégalité structurelle (biologique, juridique et sociale), qui découle du modèle de parenté euraméricain, entre mère de naissance et mère sociale, à travers les choix nominaux, le mariage ou par

d'autres procédés consistant à manipuler l'idiome culturel de la biologie.

Au total, ce que montrent les FHF, confirmant ici les plus récentes discussions théoriques en anthropologie de la parenté, c'est combien la « mutualité d'existence » (Sahlins, 2011), en laquelle réside sans doute la spécificité de la parenté, se décline et s'invente en une variété d'idiomes qui sont autant de moyens de construire et d'exprimer²⁴ ce qui lie des « personnes qui se reconnaissent solidaires dans leur être au monde » (Porqueres i Gené, 2014 : 17).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ALMACK K., 2005. « What's in a Name? The Significance of the Choice of Surnames Given to Children Born Within Lesbian-Parent Families », *Sexualities*, 8(2) : 239-254.

CADORET A., 2014 [2002]. *Des parents comme les autres. Homosexualité et parenté*. Paris, Odile Jacob (2^e édition).

CHERLIN A., 1978. « Remarriage as an Incomplete Institution », *American Journal of Sociology*, 84(3) : 634-650.

COURDURIÈS J., FINE A. (dir.), 2014. *Homosexualité et parenté*. Paris, Armand Colin.

DÉCHAUX J.-H., 2009. *Sociologie de la famille*. Paris, La Découverte (2^e édition).

DÉCHAUX J.-H., 2015 (à paraître). « Laïcisation de la parenté : ce que la démocratie fait à la famille », in EID G. (dir.), *Temps et familles*. Éditeur non encore arrêté.

DESCOUTURES V., 2010. *Les mères lesbiennes*. Paris, PUF.

DESJEUX C., 2008. « Homosexualité et parentalité : du désir d'enfant à sa réalisation », *Recherches et Prévisions*, 93 : 41-50.

²⁴ Pour soi dans sa propre vie mais aussi vis-à-vis de l'entourage et de la société plus largement.

- DUNNE G. A., 2000. « Opting into Motherhood. Lesbians Blurring the Boundaries and Transforming the Meaning of Parenthood and Kinship », *Gender and Society*, 14(1) : 11-35.
- GABB J., 2004. « Critical Differentials: Querying the Incongruities Within Research on Lesbian Parent Families », *Sexualities*, 7(2) : 167-182.
- GROSS M., 2014. « Grands-parents, homopaternité et gestation pour autrui en France », in COURDURIÈS J. & FINE A. (dir.), *Homosexualité et parenté*. Paris, Armand Colin : 157-173.
- HAYDEN C. P., 1995. « Gender, Genetics, and Generation: Reformulating Biology in Lesbian Kinship », *Cultural Anthropology*, 10(1) : 41-63.
- HEQUEMBOURG A., 2004. « Unscripted Motherhood: Lesbian Mothers Negotiating Incompletely Institutionalized Family Relationships », *Journal of Social and Personal Relationships*, 21(6) : 739-762.
- HERSKOVITS M., 1967 [1948]. *Les bases de l'anthropologie culturelle*. Paris, Payot.
- JONES C., 2005. « Looking Like a Family: Negotiating Bio-Genetic Continuity in British Lesbian Families Using Licenced Donor Insémination », *Sexualities*, 8(2) : 221-237.
- LEWIN E., 1993. *Lesbian Mothers. Account of Gender in American Culture*. Ithaca/New York, Cornell University Press.
- MEHL D., 2011. *Les lois de l'enfantement. Procréation et politique en France (1982-2011)*. Paris, Presses de Sciences-Po.
- PORQUERES I GENÉ E., 2014. « Personne et parenté », *L'Homme*, 210 : 17-42.
- SAHLINS M., 2011. « What Kinship Is (part one) », *Journal of the Royal Anthropological Institute*, 17(1) : 2-19.
- SCHNEIDER D. M., 1968. *American Kinship. A Cultural Account*. Chicago/London, University of Chicago Press.
- STRATHERN M., 2014. « Kinship as a Relation », *L'Homme*, 210 : 43-61.

THÉRY I., LEROYER A.-M., 2014. *Filiation, origines, parentalité. Le droit face aux nouvelles valeurs de responsabilité générationnelle*. Paris, Odile Jacob.

WESTON K., 1991. *Families we Choose*. New York, Columbia University Press.

Annexe

Liste des enquêtées

	Couple*	Mode de Procréation	Enfant	Statut matri.	Profession des deux conjointes	Niveau étude des deux conjointes	Adoption en cours ?
FHF 1	Mathilde (38) Annabelle (37)	IAD (Dan, donneur connu)	Fille (3 mois)	Mariées (mars 2014)	M : employée dans une association A : au chômage Envisagent d'ouvrir une librairie	M : bac + 3 A : bac + 3	Oui
FHF 2	Eva (44) Caroline (45)	I artisanale avec coparentage	Fille (7ans)	Pacsées	E : profession paramédicale C : profession paramédicale	E : bac + 4 C : bac + 3	Non
FHF 3	Stéphanie (33) Aurélié (42)	IAD (Esp., don, anonyme)	Fille (2ans)	Non mariées. Mariage prévu.	S : clerc de notaire A : clerc de notaire	S : bac + 2 A : bac + 2	Non, mais prévu lors du mariage
FHF 4	Marianne (48) Catherine (41)	IAD (Belg, don, anonyme)	2 Filles (10 et 7ans)	Mariées (sept 2013)	M : éducatrice spécialisée C : gérante d'une PME	M : bac + 4 C : bac + 4	Oui
FHF 5	Juliette (32) Pauline (52)	IAD (Dan, donneur connu)	Fille (2,5 ans)	Mariées (mai 2014)	J : consultante en urbanisme P : consultante en RH	J : bac + 5 P : bac + 5	Oui
FHF 6	Halima (31) Julie (29)	I artisanale sans coparentage	Fille (1 an)	Mariées (janv. 2014)	H : responsable d'un SAV en ligne J : institutrice	H : bac + 2 J : bac + 5	Oui
FHF 7	Séverine (42) Louise (45)	FIVD (Belg, don anonyme)	Fille (3 ans)	Mariées (juillet 2014)	S : infirmière L : infirmière	S : bac + 3 L : bac + 3	Oui

* Mère de naissance en gras, âge entre parenthèse.

Résumé

Cet article étudie l'accès à la parenté de sept familles homoparentales féminines (FHF) avec enfant né de la volonté du couple. Envisageant cet accès comme une succession de décisions prises dans un contexte déterminé, il montre que les FHF ne bouleversent pas les principes de base du modèle de parenté eura-méricain mais les réinterprètent en créant un nouvel idiome relationnel destiné à faire exister et reconnaître une double maternité. Dans une démarche quasi expérimentale, les FHF mettent ainsi en œuvre une parenté réflexive.

Mots-clefs : **bilatéralité, biologie, idiome relationnel, maternité, modèle de parenté, réinterprétation.**

Summary

Two Mothers: Families of Homosexual Women in France

This article studies access to kinship for seven lesbian parent families living with children born out of the couple's decision. Access to kinship is defined as a succession of decisions in a specific context. The article shows that lesbian parent families do not disrupt basic principles of Euro-American kinship models: they reinterpret them by creating a new relational idiom that makes double motherhood possible. Lesbian parent families thus experimentally bring into being a reflexive form of kinship.

Key-words: **Bilaterality, biology, relational idiom, motherhood, kinship model, reinterpretation**

* * *